

---

Près de la moitié des Américains sont favorables à des sanctions contre Israël, révèle un sondage

## Description

Michael Schaeffer Omer-Man à +972 le 3 décembre 2016

Two Palestinian women walk next to the separation wall in the West bank village of Abu Dis, November 19

Deux Palestiniennes marchent en longeant le mur de séparation d'Israël dans le village d'Abu Dis, en Cisjordanie. (Anna Kaplan/Flash90)

**Alors que le Parti démocrate se regroupe avant le prochain cycle électoral, il serait judicieux pour sa direction d'examiner les domaines où la campagne Clinton est écartée de la base du parti. Israël-Palestine est l'un de ces domaines.**

Le nombre d'Américains favorables à l'imposition de sanctions contre Israël pour son arrogante politique coloniale est monté en flèche à 46 %, le même pourcentage d'Américains à avoir voté pour Donald Trump à l'élection présidentielle.

Ce nombre a augmenté de près de 10 % au cours de la dernière année, selon un sondage national publié par le Brookings Institute vendredi, en marge du Forum Saban, cette semaine, qui est un « dialogue annuel entre les dirigeants américains et israéliens ».

Chez les démocrates, une majorité de 60 % se prononce pour « l'imposition de sanctions économiques ou une prise de mesures plus sévères » en réponse aux colonies israéliennes, révèle le sondage. Chez les républicains, c'est un nombre beaucoup plus réduit des personnes interrogées (31 %) qui soutient les sanctions.

Les États-Unis, comme la plupart des pays du monde, s'opposent à l'existence et à l'expansion des colonies israéliennes tant en Cisjordanie (dont Jérusalem-Est) que dans le plateau du Golan occupés. En dépit de cette opposition cependant, Washington a rarement abordé la question des conséquences de cette politique et de ces actes de colonisation par Israël.

## En dialogue avec les gens

L'une des trois exigences dans l'appel palestinien au boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) est la fin de l'occupation militaire par Israël, une mesure que beaucoup estiment devoir nécessiter le démantèlement des colonies en Cisjordanie.

Le sondage de Brookings semble indiquer que près de la moitié des Américains, assez pour élire un président, soutiennent cette demande des Palestiniens et veulent que leur gouvernement prenne des mesures dans ce sens, au moins pour la partie « S » du BDS.

Démontrant peut-être quel point les preneurs de décision sont coupés de l'électorat sur les questions de la Palestine et des droits palestiniens, la dynamique au sein du gouvernement

américain à?? local et national à?? semble être de limiter les capacités des Américains de tirer parti de leur propre force économique et politique pour mettre fin à l'occupation.

Au moins 22 États US ont une législation qui punit les entreprises pour avoir répondu favorablement à l'appel palestinien aux boycott, désinvestissements et sanctions contre Israël. La semaine passée, le Sénat des États-Unis a voté un projet de loi qui insère dans sa définition de l'antisémitisme, « *le fait d'appliquer un double poids deux mesures en exigeant (d'Israël) un comportement que l'on n'attend pas ni que l'on demande aucune autre nation démocratique* ».

Ces mesures législatives, visant à limiter les légitimes protestations et discours de l'opinion sur les violations d'Israël des droits de l'homme et ses manquements au droit international, semblent en contradiction avec le soutien qui monte dans l'opinion américaine pour qu'Israël soit tenu responsable de ses actes.

Le sondage montre également une division politique totale entre les démocrates et les républicains quant à une intervention au Conseil de sécurité des Nations-Unies dans le conflit israélo-palestinien. Alors qu'une majorité chez les démocrates (51 %) déclare que les États-Unis devraient voter en faveur d'une résolution du Conseil de sécurité donnant l'aval à un État palestinien, un même pourcentage chez les républicains (51 %) dit que les USA devraient opposer leur veto à une telle résolution. Chez les indépendants, la majorité (59 %) affirme que Washington devrait s'abstenir de voter sur un État palestinien.

Au cours des mois passés, les observateurs et parties prenantes d'Israël-Palestine ont entrevu la possibilité que pendant ses derniers mois de fonction, le Président Obama pourrait appuyer une résolution au Conseil de sécurité qui, soit : a) codifierait un cadre pour une paix israélo-palestinienne, définissant les contours d'une solution à deux États et ses éléments constitutifs de base, soit : b) condamnerait les colonies israéliennes comme illégales en vertu du droit international, et exigerait la fin de leur expansion.

### **Une responsabilité pour les démocrates ?**

Il y a quelques jours, l'ambassadeur américain en Israël, Dan Shapiro, insinuait devant les médias israéliens que le Président Obama ne ferait rien de ce genre dans ses 45 jours de fonction restant. Peut-être le calcul de l'administration est-il trouvé modifié à la suite de l'élection de Donald Trump, ou peut-être qu'une ultime pression au Conseil de sécurité n'a même jamais été sérieusement envisagée. Mais le nouveau sondage de Brookings, avec les tendances que les démocrates ont doucement mises en débat depuis des mois voire depuis des années, indique que cette marque d'allégeance aveugle à Israël pourrait bien nuire au parti démocrate à long terme.

Les courriels internes divulgués de la campagne Clinton de l'année dernière ont révélé des discussions de cadres supérieurs pensant que Clinton devait éviter de s'exprimer sur Israël lors des initiatives publiques de la campagne, particulièrement celles avec les militants démocrates. La volonté de Bernie Sanders de critiquer Israël durant une campagne présidentielle a revigoré de nombreux démocrates qui soutiennent les droits des Palestiniens, et Sanders a créé un contraste avec Clinton et d'autres qui semblent plier l'échine devant l'AIPAC et son soutien aveugle à Israël aux dépens des Palestiniens.

Alors que le Parti démocrate se regroupe avant les élections de mi-mandat et la future campagne présidentielle, il serait naturel pour les dirigeants démocrates d'examiner les domaines de la politique où la campagne de Clinton serait l'axe de la base du parti. Le soutien aveugle à Israël et le rejet emblématique de la responsabilité du gouvernement israélien, même quand celui-ci défie ouvertement une politique américaine depuis longtemps établie, sont un de ces domaines. Israël-Palestine n'est pas la question la plus importante pour la plupart des électeurs, notamment les électeurs juifs, mais cela a la capacité de galvaniser les sympathisants, un domaine où Clinton semble bien avoir le chou.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [+972](#)

**date création**  
2016/12/06